

UN MONDE EN TRANSITION

Une approche nationale intégrée pour le développement.

Les efforts globaux du Canada en matière de coopération au développement font intervenir de nombreux acteurs et instruments pour répondre aux besoins en développement, et ces efforts mettent à contribution les capacités de notre pays dans bien d'autres domaines que celui de l'aide.

Le Canada a réalisé de grands progrès dans le recours à des instruments autres que l'aide afin d'appuyer les objectifs de coopération au développement. À titre d'exemples, mentionnons l'allégement de la dette, la baisse des tarifs douaniers destinée à améliorer l'accès qu'ont les pays en développement aux marchés canadiens, et la *Loi de l'engagement de Jean Chrétien envers l'Afrique*. Celle-ci permettra de fournir des médicaments peu coûteux aux pays en développement, ce qui les aidera à lutter contre le VIH/sida et d'autres maladies infectieuses.

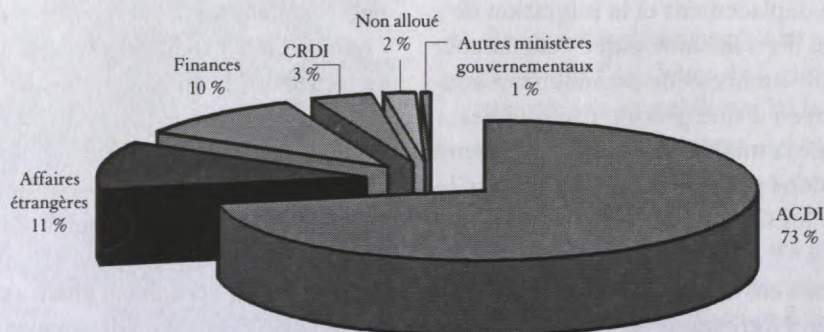
L'Agence canadienne de développement international (ACDI) est l'organisme gouvernemental responsable de l'aide au développement. Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) joue un rôle prépondérant pour ce qui est de soutenir les capacités de recherche dans les pays en développement. Mais cet engagement va bien au-delà du travail de ces deux organisations. Le ministère des Finances et Affaires étrangères Canada gèrent des parts substantielles des dépenses du gouvernement en matière d'aide internationale. Le ministère des Finances joue un rôle clé dans les initiatives internationales

du Canada qui visent à alléger le fardeau insoutenable de la dette des pays en développement. Nombre d'autres ministères et organismes fédéraux contribuent également à la prestation de l'aide canadienne au développement.

En matière d'aide, le programme actuel de l'ACDI vise entre autres à répondre aux besoins humains fondamentaux, notamment l'amélioration de la santé, la lutte contre le VIH/sida et le soutien à l'éducation de base. Ces éléments ont représenté 46 % du budget du programme d'aide de l'ACDI, qui s'élevait à 2,24 milliards de dollars en 2003-2004. La gouvernance est la deuxième composante en importance, ayant représenté 18 % du budget de l'ACDI pour 2003-2004. Sur le plan géographique, c'est l'Afrique qui reçoit, tous mécanismes d'exécution confondus, la plus grande part du budget de l'ACDI, soit près de 39 % en 2003-2004, pour un total de 1,1 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation de 60 % depuis 1999-2000. Ces dernières années, les pays en crise, à savoir l'Afghanistan, Haïti et l'Irak, ont reçu une part croissante des ressources d'aide. En 2004-2005, ils ont été trois des quatre plus grands bénéficiaires de l'aide bilatérale canadienne. L'aide humanitaire affectée aux besoins urgents représente habituellement plus de 150 millions de dollars par année. Ce chiffre sera beaucoup plus élevé en 2004-2005 en raison des besoins sans précédent qu'a suscités le tsunami dans l'océan Indien, et de la réponse canadienne.

Financement de l'aide internationale selon le ministère

Le budget 2005-2006 totalise 3,6 milliards de dollars



Source : données provenant du ministère des Finances, 2005